

	<p align="center">MARCHES PRESTATIONS INTELLECTUELLES</p> <p align="center">Règlement de la consultation</p>
<p align="center">Objet de la consultation</p>	<p align="center">25AH036 – BAS-RHIN (67) – Mission d'assistance à la mise en place et au déploiement d'une stratégie globale de gestion dématérialisée des données techniques patrimoniales orientée BIM Gestion</p>
<p align="center">Procédure</p>	<p align="center">Marché privé en procédure adaptée soumis au Code de la Commande publique (R2123-1-1° et suiv.)</p>

Pouvoir adjudicateur

ALSACE HABITAT

4 rue Bartisch – CS20047

67023 STRASBOURG CEDEX

Renseignements complémentaires (voir article 3)

Techniques		Administratifs	Demandes écrites
Fatima MOUKHLIS Tel : 03 88 27 93 02		Service Achats Tel : 03 88 65 81 90	Plateforme de dématérialisation : http://alsacemarchespublics.eu Rubrique question/réponse de la consultation

Les plis (articles 4 et 5) devront parvenir au plus tard le :

08/09/2025 à 12h00

Fuseau horaire : Paris

Les offres devront être déposées par voie dématérialisée sur
<http://alsacemarchespublics.eu>

Table des matières

1- Les prestations	3
2- La consultation	3
3- Le Dossier de consultation	4
4- Le Contenu de la proposition	5
5- La Remise des plis	7
6- Le Jugement des propositions	7
7- Voies de recours	9
8- Traitement des données à caractère personnel	9

ALSACE HABITAT est rattachée à la Collectivité Européenne d'Alsace. Bailleur social majeur dans la région, elle dispose d'environ 17 000 équivalents logements répartis dans plus de 180 communes alsaciennes.

ALSACE HABITAT compte plus de 200 salariés, 4 Agences décentralisées et 3 Antennes.

Pour en savoir plus sur ALSACE HABITAT, son activité et ses marchés :

www.alsacehabitat.fr



1- Les prestations

Allotissement

Les documents de la présente consultation font référence au Code de la Commande Publique du 1er avril 2019.

La consultation porte sur les prestations suivantes :

25AH036 – BAS-RHIN (67) – Mission d'assistance à la mise en place et au déploiement d'une stratégie globale de gestion dématérialisée des données techniques patrimoniales orientée BIM Gestion

Le présent marché n'est pas alloté dès lors que, conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Tranches / Phases

La mission de base est décomposée en 4 phases comme suit :

1. Analyse structurelle,
2. Réunion de synthèse,
3. Diagnostic – Définition du plan d'action,
4. Présentation du plan d'action et de développement.

Deux tranches optionnelles :

1. Cahier des charges numérisation du patrimoine et progiciel BIM Gestion,
2. Suivi de la numérisation, intégration au progiciel BIM Gestion.

Délais d'exécution

Le délai d'exécution du marché est de **quatre (4) mois et une (1) semaine**, à compter de la notification du marché, hors tranches optionnelles.

Le délai d'exécution du marché pourra être prolongé en cas d'affermissement des tranches optionnelles.

Code CPV

Code CPV 71000000 Services d'architecture, d'ingénierie, de construction et services de conseils techniques connexes.

2- La consultation

Délai de validité des propositions

180 jours à compter de la date limite de remise des plis.

Forme juridique de l'attributaire

Le candidat pourra se présenter en candidat individuel ou en groupement d'opérateurs.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Variantes facultatives – article R2151-8 du Code de la Commande Publique

Les variantes facultatives ne sont pas autorisées.

Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) / Variantes «exigées»

Sans objet.

Négociation

Alsace Habitat se réserve la possibilité de procéder à une phase de négociation avec les trois candidats les mieux placés dans le classement des offres sous réserve d'un nombre d'offres suffisant. Cette négociation pourra porter sur les aspects techniques et financiers. Cette négociation sera menée soit par mail soit par téléphone ou par un entretien dans les locaux d'Alsace Habitat.

Les offres négociées devront être déposées sur la plateforme de dématérialisation <http://alsacemarchespublics.eu>.

Langue de rédaction des propositions

Français.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, conforme à l'original ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Unité monétaire des propositions

Euro(s).

Classement sans suite

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment décider de ne pas donner suite à la procédure pour des motifs économiques, juridiques, techniques ou fondés sur son besoin. Il en avise alors tous les candidats.

Redressement judiciaire

Le candidat placé en redressement judiciaire par un jugement intervenu :

- Avant le dépôt de l'offre : Le candidat doit justifier, dans son pli, qu'il bénéficie d'un plan de redressement ou qu'il justifie avoir été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché
- Après la date de dépôt des offres : Le candidat doit en informer sans délai le pouvoir adjudicateur, lequel vérifiera si l'entreprise est autorisée à poursuivre son activité au-delà de la durée d'exécution du marché et appréciera si sa candidature reste recevable. Dans la négative, le pouvoir adjudicateur ne pourra poursuivre la procédure avec cette société

Coordonnées du candidat

Les demandes d'information, confirmation, invitation à négociation, lettres de rejets et négociation seront valablement adressées aux coordonnées (au choix du Pouvoir Adjudicateur : fax, mail...) indiquées par le candidat dans son acte d'engagement rubrique « Contractant(s) ».

La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses courriel/télécopie en temps et en heure.

Engagement de performances

Il doit être répondu aux performances demandées par les spécifications du Dossier de la Consultation. A cet effet, il est précisé qu'il sera demandé aux entreprises susceptibles d'être retenues, durant la phase d'analyse des offres, toutes notes de calculs, carnets de détails, avis techniques, etc., permettant de justifier le respect des performances.

3- Le Dossier de consultation**Contenu**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le règlement de la consultation,
- L'acte d'engagement,
- La DPGF,
- Le CCAP,
- Le CCTP,
- Le Mémoire Technique.

Mise à disposition

Le dossier de consultation est disponible, par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://alsacemarchespublics.eu>, référence 25AH036.

Il est recommandé aux candidats de s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse électronique (mail) permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications. **Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.**

 Modification de détail
 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements administratifs et techniques complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres, sur le site : <http://alsacemarchespublics.eu>

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres des modifications ou compléments de détail sur le dossier de consultation **aux seuls candidats qui se sont identifiés** lors du retrait du dossier de consultation numérique (sur <http://alsacemarchespublics.eu>).

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Visite des lieux

Sans objet.

4- Le Contenu de la proposition

Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra obligatoirement les pièces suivantes :

Candidature

- La lettre de candidature (formulaire DC1 téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la Commande Publique. En cas de groupement, DC1 à remettre par le mandataire sachant que les rubriques D et E du formulaire devront être complétées en conséquence.
- La déclaration du candidat (DC2 téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Un DC2 par candidat individuel ou par membre du groupement, sous la forme du formulaire DC2 dans sa dernière version. Le chiffre d'affaires des trois derniers exercices disponibles (rubrique F1 du formulaire) devra obligatoirement être complété par le candidat.
- Copie du ou des jugements prononcés : à fournir dans le cas où le soumissionnaire est en redressement judiciaire
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
- La présentation des moyens humains et matériels du candidat (du candidat individuel ou de chacun des membres en cas de groupement ou de sous-traitant) pour la réalisation du marché public ;
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Le pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.
- Une liste détaillée des principales références acquises au cours des 5 dernières années pour des prestations de même nature et de même importance indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services seront prouvées par des attestations du destinataire. A défaut de références suffisantes, le candidat pourra prouver sa compétence par tout moyen qu'il jugera approprié. Les références communes au sein du même groupement seront appréciées. Dans le cas où la référence concerne un groupement, le candidat devra indiquer clairement sa mission au sein du groupement.

- Les CV et certificats de diplôme des principaux intervenants pressentis seront fournis.
- Le chiffre d'affaires global et la part du chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché public réalisé au cours des cinq derniers exercices disponibles.
- Qualification OPQIBI 1920 1922 « BIM Management pour des projets de bâtiment » ou équivalent.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R2143-13 du Code de la Commande Publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figure dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <http://alsacemarchespublics.eu>

Enfin, selon les dispositions de l'article R2143-4 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leurs capacités. Le DUME devra être généré par le candidat via CHORUSPRO et joint dans son pli. Dans ce cas, il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le DUME devra obligatoirement être rédigé en français.

Offre

- **Acte d'Engagement** dûment complété selon le cadre fourni (signature électronique dès le dépôt de l'offre recommandée) Outre l'acte d'engagement signé et transmis sur la plateforme,
- **Les délégations de pouvoir des personnes habilitées à engager le soumissionnaire** : fournir obligatoirement les documents prouvant que le signataire dispose des pouvoirs lui permettant d'engager la société au stade de l'offre. En cas de groupement, fournir l'habilitation du mandataire à signer au titre du groupement pour chaque membre du groupement,
- **DPGF complétée et signée**
- **Mémoire technique signé,**
- **CCAP signé,**
- **CCTP signé.**

Dispositions complémentaires

Dans un souci de traitement rapide du dossier, ALSACE HABITAT souhaite que soient également remises (pour chaque opérateur sur lequel le candidat s'appuie) les pièces listées ci-après, sans que leur absence ne puisse justifier le rejet de la candidature :

- Attestations de régularité fiscales et sociales (Urssaf) datant de moins de 6 mois ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D.8222-7, et D. 8254-2 à 8254-5 du Code du Travail ;
- Un extrait de registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent le cas échéant accompagné d'un pouvoir ;
- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph), si l'attributaire emploie plus de 20 salariés ;
- La liste des travailleurs étrangers, le cas échéant.

Signature

La signature des pièces du marché n'est pas imposée lors du dépôt de l'offre. Toutefois la signature électronique dès le dépôt de l'offre est recommandée.

L'acheteur pourra procéder à la rematérialisation de l'offre du candidat attributaire, dans le cas où celui-ci ne posséderait pas de signature électronique.

Les pièces pour lesquelles le présent article impose la signature devront être signées lors de l'attribution:

- Individuellement, pièce par pièce ;
- Par une personne pouvant valablement engager le candidat ou être accompagnées d'une délégation de signature valide (en temps et en montant d'engagement)
- Et respecter les éléments suivants :
 - o Signature manuscrite. Une signature numérisée n'a aucune valeur juridique.
 - o Signature électronique valide respectant les exigences des articles 1316 à 1316-4 du Code civil et de l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 12 du Code de la Commande Publique).

5- La Remise des plis**Par voie électronique uniquement**

L'acheteur impose la transmission des offres des candidats par voie électronique à l'adresse suivante :

Directement sur la plateforme <http://alsacemarchespublics.eu> référence 25AH036

En respectant les conditions techniques suivantes :

- Toute transmission des offres sur un autre site ou dans une autre salle des marchés que celle de la consultation définie en page 1 sera nulle et non recevable. Les date et heure limites de remise des plis s'entendent du téléchargement achevé de l'intégralité du pli sur la plate-forme.
- Les entreprises peuvent transmettre en supplément une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R2132-11 du Code de la Commande Publique et à l'Arrêté du 22 mars 2019 (annexe 6 du Code de la Commande Publique).
- Tout fichier informatique transmis par voie électronique comportant un virus détecté lors de l'ouverture du pli entraînera l'irrecevabilité de l'offre ou de la candidature si celles-ci ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde. Le candidat en sera informé. L'antivirus utilisé est SYMANTEC.

En fin de procédure, le pouvoir adjudicateur pourra transformer l'offre électronique du soumissionnaire retenue, en offre papier ce qui donnera lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

En cas de problèmes liés à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation, l'entreprise devra joindre directement le support technique d'**Alsace Marchés Publics (08-20-20-77-43)**.

Les plis qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas retenus

La date de remise prise en compte est celle de l'accusé de réception émis par la plate-forme à la fin de la complète opération.

Le fuseau horaire de référence est celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

6- Le Jugement des propositions**Rappel de la procédure :**

- 1- Les plis reçus hors délais sont rejetés.
- 2- Les candidatures incomplètes (le cas échéant après demande de complément) ou insuffisantes au vu des critères de sélections des candidatures, sont écartées.
- 3- Les propositions sont analysées sur le montant HT des offres de base (tranche ferme + optionnelles) et variantes au vu des critères de sélection des offres.

- 4- Négociation : Au vu de la 1ère analyse, le pouvoir Adjudicateur aura le choix entre :
 - ne pas négocier,
 - négocier avec les offres les mieux classées (nombre de candidats admis à négocier selon article 2 « négociation » du présent règlement),
 - si moins de 3 offres sont réceptionnées, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'étendre la consultation à d'autres sociétés.
- 5- Classement définitif au vu des critères de sélection des offres. Sont exclues de ce classement les offres :
 - Irrégulières,
 - Anormalement basses si les justifications demandées sont insatisfaisantes.
- 6- Attribution du marché à l'offre la mieux classée par lot.
- 7- Demande des certificats et attestations exigés par la réglementation en vigueur au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché.
- 8- Diffusion de l'information aux candidats non retenus.

À tout moment la procédure peut être déclarée sans suite. Les candidats en sont informés dès que la décision est prise. Seront prises en compte : les offres de bases et les variantes admissibles des candidats. Toutefois, seule la meilleure offre de chaque candidat figurera dans le classement (négociation et définitif).

Dans le cadre d'une procédure formalisée, le pouvoir adjudicateur rappelle qu'il n'y a pas de phase « 4- Négociation ».

Critères de sélection des candidatures

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

1. Garanties professionnelles et techniques
2. Garanties financières
3. Références : 3 références de missions similaires

Critères de sélection des Offres

Le jugement des propositions sera effectué au moyen des critères pondérés suivants :

Prix (pondération : 40%)	Sur la base du cadre fourni par le pouvoir adjudicateur dans l'acte d'engagement :
Valeur technique (pondération : 60 %)	<p>Sur la base du mémoire technique fourni par le candidat (<u>selon la trame fournie</u>), comprenant :</p> <p>« la compréhension des enjeux BIM et des objectifs du maître d'ouvrage ; la méthodologie d'accompagnement sur les phases de GEM ; la stratégie de structuration et de contrôle des données BIM ; la proposition d'outils, livrables et planning associés ; les moyens humains et organisationnels dédiés à la mission, »</p> <p><u>de 20 pages maximum (hors annexes).</u></p> <p>Le candidat doit développer les 3 points suivants ainsi pondérés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Méthodologie (25 %) - Moyens humains (15 %) - Compétences pour la mission (20 %)

Le critère « **prix des prestations** » est apprécié d'après les montants HT indiqués par le candidat à l'acte d'engagement (montant total + options retenues + intégralité des tranches si elles existent et, si elles sont permises, variantes admises) puis dans le cadre de la négociation s'il y a lieu et selon les mêmes modalités.

Le critère « **valeur technique** » est apprécié d'après les renseignements demandés dans le cadre du mémoire technique fournis par le candidat en réponse (il pourra y faire figurer ses réponses directement ou répondre à l'aide d'un autre document. Les moyens humains seront aussi notés au regard de la cohérence entre l'effectif affecté au marché et l'effectif global du candidat.

Le candidat classé en première position sera celui ayant obtenue la note totale la plus élevée.
L'attention des concurrents est attirée sur le fait que **toute offre incomplète sera écartée.**

7- Voies de recours

Aux termes des articles L. 211-14, R. 213-5-1 et D. 211-10-2 du Code de l'organisation judiciaire, en cas de litige résultant de l'application des clauses des présents marchés, le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal judiciaire de Nancy Rue du Général FABVIER 54035 NANCY.

Les voies de recours sont les suivantes :

- Référé précontractuel pour manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence, depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat.
- Référé contractuel, pour manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence

8- Traitement des données à caractère personnel

ALSACE HABITAT met en œuvre un traitement ayant pour finalité la gestion des consultations, ce qui constitue pour ALSACE HABITAT une obligation légale (Code de la Commande Publique).

Les données sont destinées au service Marchés de ALSACE HABITAT et au service en charge du dossier. Elles sont également accessibles à la plateforme de dématérialisation utilisée par ALSACE HABITAT pour la publication et le suivi des consultations.

Les données seront conservées pour des durées définies par le Code de la Commande Publique.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, du droit à la limitation du traitement et à l'effacement dans le cadre permis par le Règlement Européen.

Vous pouvez exercer ces droits auprès de ALSACE HABITAT – Service DPO – 4 rue Bartisch – CS 20047 – 67023 STRASBOURG Cedex. Merci de joindre un justificatif d'identité.

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

Pour votre parfaite information, ALSACE HABITAT a désigné un délégué à la protection des données, que vous pouvez joindre à l'adresse mail : dpo.alsacehabitat@anaxia-conseil.fr